

Avenant du 8 avril 2021

à l'accord du 16 février 2021
relatif à l'agenda social

NOR : ASET2150491M

IDCC : 538

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SAMERA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTE CFDT ;

FEETS FO ;

USPDA CGT ;

Sud Rail,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant vise à modifier les dispositions de l'article 6 de l'accord du 16 février 2021 relatif à l'agenda social de la branche manutention ferroviaire et travaux connexes afin que son application soit dissociée de son extension qui selon le service compétent de la direction générale du travail ne semble pas pouvoir être demandée.

Article 1^{er} | Révision de l'article 6 « Durée de l'accord. Extension. Application »

Les stipulations ci-dessous se substituent aux dispositions antérieures :

« Article 6 | Durée de l'accord. Extension. Application »

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord entre en vigueur selon les dispositions de l'article L. 2261-1 du code du travail à partir du jour qui suit son dépôt auprès du service compétent, au lendemain de la date de dépôt figurant au récépissé de dépôt de l'accord mentionné à l'article D. 2231-7 du code du travail (en pratique l'accord du 16 février 2021 relatif à l'agenda social de la branche manutention ferroviaire est applicable à partir du 19 mars 2021).

Le présent accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail, en respectant un préavis de 3 mois.

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité et dépôt en vigueur. »

Article 2 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la nature de cet avenant du 8 avril 2021 à l'accord du 16 février 2021 relatif à l'agenda social de la branche manutention ferroviaire, aucune disposition spécifique aux entreprises de moins de 50 salariés n'est prévue.

Article 3 | Révision de l'accord

À tout moment et à la demande du SAMERA ou d'une ou plusieurs organisations syndicales représentative signataires, il pourra être convenu d'ouvrir une négociation de révision du présent avenant du 8 avril 2021 dans les conditions prévues par le code du travail.

Toute demande de révision devra être adressée à chacune des autres parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 | Durée de l'accord. Application

Le présent avenant du 8 avril 2021 est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant entre en vigueur selon les dispositions de l'article L. 2261-1 du code du travail à partir du jour qui suit son dépôt auprès du service compétent, au lendemain de la date de dépôt figurant au récépissé de dépôt de l'accord mentionné à l'article D. 2231-7 du code du travail.

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail, en respectant un préavis de 3 mois.

Le présent avenant fera l'objet des mesures de publicité et dépôt en vigueur.

Fait à Paris, le 8 avril 2021.

(Suivent les signatures.)